

19 - 23 mai 2025
Parme, Italie



Mise en place des directives EU sur l'eau (DCE) au niveau des bassins nationaux et transfrontaliers : L'intérêt d'intégrer l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes

Autorités invitantes :



En partenariat avec :



(pour l'atelier sur la résilience de
l'eau et des écosystèmes)



SOMMAIRE

I. Introduction	3
II. Panel de discussion sur les politiques actuelles de l'UE en matière de gestion de bassin	4
III. Sessions thématiques	5
A. Session 1 - Vers une agriculture plus économe en eau pour une sécurité alimentaire plus résiliente : approche du nexus Eau- Énergie - Alimentation - Ecosystèmes	5
B. Session 2 - Adaptation aux changements climatiques : comment mieux gérer et prévenir les inondations ?	6
C. Session 3 - Adaptation aux changements climatiques : comment mieux gérer et prévenir les sécheresses ?	7
D. Session 4 - Vers un bon état écologique des eaux : lutte contre les polluants émergents et solutions innovantes	8
E. Session 5 - Restaurer le libre écoulement des rivières pour l'homme et la biodiversité : synergie avec la DCE	9
IV. Quelques mots sur les ateliers	10
A. GOVAQUA « Voies de transition vers une gouvernance durable et équitable de l'eau en Europe »	10
B. Water4All	10
C. Résilience de l'eau et écosystèmes	11
V. Le RIOB en bref	12



I. Introduction



4
jours



220
participants
sur place



3
visites culturelles
et techniques



3
ateliers interactifs



37
pays

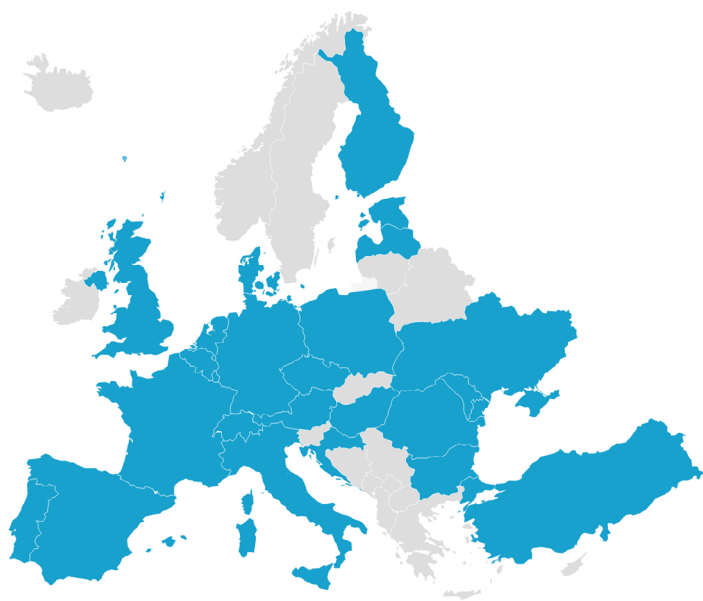


3
langues : anglais,
français, italien



5
sessions thématiques

Pays européens représentés :



Autres pays non européens : Algérie, Chine (République populaire), Égypte, Guinée, Inde, Israël, Maroc, Tunisie (intéressés par l'expérimentation et l'adaptation des outils et méthodologies de la Directive-cadre sur l'eau pour la gestion par bassins).

La présidence de l'EURO-RIOB a été transmise par l'Espagne, représentée par M. Ramiro Martinez, Coordinateur du Réseau méditerranéen des organismes de bassin (REMOB), à l'Italie, représentée par M. Alessandro Bratti, Secrétaire général de l'Autorité du bassin du fleuve Pô.

II. Panel de discussion sur les politiques actuelles de l'UE en matière de gestion de bassin

Le panel a souligné un changement stratégique dans la gouvernance de l'eau au sein de l'UE, marqué par la prochaine stratégie européenne pour la résilience de l'eau (EWRS), qui vise à adapter la gestion des bassins hydrographiques au changement climatique et à l'intégrer dans tous les secteurs : agriculture, industrie, urbanisme et biodiversité. M. Joachim D'Eugenio, Conseiller politique pour la pollution zéro, la résilience de l'eau et la transition urbaine verte à la Direction générale de l'environnement (DG ENV), Commission européenne a souligné l'évolution de la Directive-cadre sur l'eau (DCE) vers une résilience systémique et intersectorielle, axée sur la mise en œuvre, l'innovation et la coopération internationale.

Les représentants nationaux ont fait écho à cette urgence. La France a mis l'accent sur la spécificité territoriale, la réduction des prélèvements et le contrôle de la pollution à la source, tout en soulignant les solutions fondées sur la nature et l'eau comme pilier de la stabilité écologique. Le Portugal a mis l'accent sur l'efficacité, la réutilisation de l'eau et la réforme de la gouvernance pour lutter contre la sécheresse chronique. Le bassin Rhin-Meuse a promu des solutions écologiques « sans regret » et des approches à multiples avantages telles que la restauration des zones humides. Le bassin du Segura en Espagne a mis en avant le dessalement et la réutilisation des eaux usées pour faire face aux déficits hydriques structurels.

La conservation des zones humides a été considérée comme essentielle à la résilience. Le Dr Musonda Mumba, Secrétaire générale de la Convention sur les zones humides (Ramsar) a plaidé en faveur de lois sur la restauration



et d'une meilleure intégration des zones humides urbaines. Dr. Li Lifeng, Directeur de la Division des terres et des eaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en garde contre la faible intégration entre l'agriculture et la gouvernance de l'eau, appelant à un dialogue intersectoriel plus fort au niveau des bassins.

Les participants ont largement convenu que l'objectif de bon état fixé pour 2027 dans la DCE est une étape importante, mais pas une ligne d'arrivée, et qu'il est essentiel de maintenir l'ambition malgré des progrès variables. L'approche de gestion des bassins de l'UE doit rester adaptative, inclusive et alignée au niveau mondial pour faire face aux pressions croissantes liées au climat et à la pollution.

Joachim D'Eugenio a conclu que l'innovation est essentielle pour la stratégie européenne de résilience de l'eau et que le développement durable dépend de notre capacité à dissocier la consommation des ressources de la prospérité.

[Rapport détaillé](#)



M. Joachim D'Eugenio, DG ENV, Commission européenne

« La stratégie européenne pour la résilience de l'eau lance le débat sur la prochaine génération de gestion de l'eau en Europe ».



Dr. Musonda Mumba, Secrétaire général de la Convention sur les zones humides (Ramsar)

« Les écosystèmes des zones humides sont les gestionnaires de l'eau les plus efficaces de la nature ».

III. Sessions thématiques

A. Session 1 - Vers une agriculture plus économe en eau pour une sécurité alimentaire plus résiliente : approche du nexus Eau- Énergie - Alimentation - Ecosystèmes



Cette session a mis en évidence le fait que l'agriculture est à la fois vulnérable aux défis liés à l'eau posés par le changement climatique et la demande croissante, et qu'elle joue un rôle majeur dans leur gestion. Les problèmes sont complexes, allant du stress hydrique physique et des impacts climatiques directs aux obstacles structurels, politiques et de gouvernance. Ces problèmes sont exacerbés par le changement climatique. Les solutions présentées par les intervenants montrent un éventail d'actions allant de la modernisation technologique et de la diversification des sources d'eau à des changements plus profonds dans la gestion du paysage et les pratiques agricoles. Une approche holistique pour parvenir à une utilisation durable de l'eau semble essentielle. Cela signifie que le secteur agricole doit remplir ses fonctions productives tout en préservant

et en améliorant l'état de l'eau, de l'air et de la biodiversité. Les recommandations convergent vers la nécessité d'une vision de changement structurel, d'une meilleure gouvernance de l'eau fondée sur des approches intégrées au niveau des bassins, de mesures incitatives appropriées et d'un soutien adéquat pour permettre une transition à long terme vers une agriculture plus efficace dans l'utilisation de l'eau et plus résiliente. L'expérience de différentes régions, de différents bassins et de la FAO souligne que la coopération, l'innovation (technique et dans les pratiques) et la volonté politique sont essentielles pour parvenir à une sécurité alimentaire durable dans le cadre du nexus Eau- Énergie - Alimentation - Ecosystèmes.

[Rapport détaillé de la session 1](#)



Mme. WANG Han, ingénieure, Planification et politique des bassins hydrographiques, Centre de recherche, Commission des ressources en eau du fleuve Songliao, ministère des Ressources en eau de la République populaire de Chine

« L'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture ne peut reposer sur des avancées technologiques ponctuelles. Elle nécessite au contraire l'adoption d'une approche systémique, collaborative et stratégique. »



M. Ernst Überreiter, Direction générale I - Gestion de l'eau, Ministère fédéral de l'agriculture et des forêts, de la protection du climat et de l'environnement, des régions et de la gestion de l'eau, Autriche

« Les variations du cycle de l'eau dues au changement climatique affectent tous les secteurs. Il est donc nécessaire d'adopter une approche intégrée et de collaborer en considérant l'eau comme une question transversale à prendre en compte dans toutes les décisions politiques pertinentes afin de relever les défis futurs liés à l'eau »

B. Session 2 - Adaptation aux changements climatiques : comment mieux gérer et prévenir les inondations ?



Cette session a souligné la nécessité de gérer les inondations par une planification à long terme plutôt que par des mesures d'urgence, et a présenté des solutions à cinq défis majeurs.

Alors que le coût de l'inaction est immense, les investissements dans la prévention restent insuffisants. L'Italie dépense environ 3 milliards d'euros par an pour réparer les dégâts causés par les inondations, mais beaucoup moins pour la prévention. À l'inverse, les Pays-Bas investissent 1,6 milliard d'euros par an dans la protection proactive contre les inondations, illustrant ainsi les avantages à long terme d'un financement cohérent.

L'intégration des données hydroclimatiques et des prévisions est essentielle pour refléter l'évolution des régimes d'inondation. Des efforts visant à harmoniser les systèmes d'alerte précoce entre les pays, tout en préservant la flexibilité nationale, sont déjà en cours dans les bassins fluviaux transfrontaliers de la Sava et du Danube.

Une gestion efficace des inondations nécessite une coordination entre les secteurs et au-delà des frontières. En France, les Comités nationaux de l'eau contribuent à instaurer la confiance et le consensus entre les utilisateurs de l'eau. La Commission du bassin de la Sava permet

aux pays voisins de prévoir conjointement les inondations et de coordonner la planification.

Si les infrastructures grises, telles que les digues, restent importantes, il est de plus en plus évident que leur capacité à faire face à des inondations plus fréquentes et plus intenses doit être complétée par des solutions fondées sur la nature (SFN). La restauration des plaines inondables, par exemple, contribue à gérer les phénomènes météorologiques extrêmes tout en améliorant la qualité de l'eau et la biodiversité.

Les choix passés en matière d'utilisation des sols – l'étalement urbain dans les plaines inondables et la rectification des cours d'eau – ont accru notre vulnérabilité aux inondations. Cependant, la restauration de l'espace fluvial nécessite souvent l'acquisition de terres, ce qui affecte les agriculteurs et les habitants. Les intervenants ont souligné que les incitations financières et le dialogue sont plus efficaces que la coercition juridique.

Dans l'ensemble, pour aller au-delà de la réponse à la crise, la gestion des inondations nécessite une vision à long terme, une responsabilité partagée et un financement durable.

Rapport détaillé de la session 2



Mme Laura Sustersic, directrice de projet « Soutien à la revitalisation du Gange », Agence allemande de coopération internationale (GIZ)

« Les inondations ne sont pas seulement des situations d'urgence à contrôler, elles font partie du comportement naturel des fleuves. Nous devons en tenir compte dans la planification et la gestion de nos systèmes fluviaux. »



M. Miguel Polo Cebellán, président de la Confédération hydrographique du Júcar (CHJ)

« Réduire les risques d'inondation ne consiste pas seulement à prévenir les inondations, mais aussi à limiter les dégâts. Cela implique de repenser les zones où nous construisons et d'encourager la relocalisation des populations dans les zones inondables. »

C. Session 3 - Adaptation aux changements climatiques : comment mieux gérer et prévenir les sécheresses ?



Cette session a abordé la question urgente de l'adaptation au changement climatique, en mettant l'accent sur la prévention et la gestion des risques de sécheresse dans les régions européennes et méditerranéennes. Les intervenants ont souligné que le changement climatique intensifie les phénomènes extrêmes (sécheresses, inondations, vagues de chaleur), réduit la disponibilité de l'eau, augmente la demande en eau et met à rude épreuve les écosystèmes naturels et les économies. Les présentations ont couvert divers contextes géographiques, de la France à la Bulgarie en passant par Malte et la Pologne, révélant à la fois des vulnérabilités communes et des réponses adaptées.

Les intervenants ont souligné l'importance d'une planification intégrée à l'échelle des bassins hydrographiques, des solutions fondées sur la nature et de l'utilisation de modèles basés sur des données pour éclairer les politiques. Les représentants de l'Espagne, de Malte et de l'Italie ont expliqué que leurs pays sont confrontés à un stress hydrique depuis plusieurs décennies déjà. Ils ont présenté certaines de leurs initiatives fructueuses en matière de planification de la sécheresse, d'engagement des parties prenantes et de gouvernance coordonnée. La sécheresse n'est plus un phénomène qui touche uniquement les pays du sud de l'Europe : toutes les régions européennes sont désormais concernées. Une combinaison de différentes solutions est nécessaire pour répondre à la demande en

eau, et il ne suffit pas de travailler sur l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Les innovations technologiques, la réutilisation des eaux usées traitées et la restauration écologique sont apparues comme des mesures stratégiques, parallèlement à des appels en faveur d'une amélioration du stockage de l'eau, de politiques intersectorielles et d'investissements financiers. Des préoccupations ont été exprimées concernant l'obsolescence des cadres juridiques, la fragmentation des politiques de l'UE et les structures de gouvernance sectorielles, soulignant la nécessité d'une réforme systémique.

La session s'est conclue par un message commun : renforcer la résilience à l'eau nécessite une coopération transfrontalière et intersectorielle, une gouvernance institutionnelle locale forte, une participation soutenue du public et un partage des connaissances scientifiques. L'urgence de l'adaptation au changement climatique ne peut être relevée que par une gouvernance intersectorielle efficace, des politiques cohérentes, une gestion fondée sur les connaissances scientifiques et locales, et la mise en œuvre de mesures combinant efficacité de la demande et mobilisation des ressources en eau, soutenues par la nature lorsque cela est possible.

Rapport détaillé de la session 3



Mme Elodie Galko, directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG), France

« S'adapter au changement climatique signifie agir plus vite et plus fort, dès aujourd'hui, pour réduire la vulnérabilité d'une région, en particulier là où les problèmes sont susceptibles d'être les plus aigus. »

D. Session 4 - Vers un bon état écologique des eaux : lutte contre les polluants émergents et solutions innovantes



Cette session a permis de rassembler différents points de vue sur la manière de relever le défi croissant que représentent les polluants émergents en Europe et au-delà. Si l'ambition d'atteindre un bon état écologique est partagée, les outils, les contextes et les niveaux de maturité varient considérablement.

M. Bernard De Potter, Administrateur général, de l'Agence flamande de l'environnement (VMM) de Belgique a présenté un aperçu complet de la réponse de la Flandre à la contamination par les PFAS, illustrant comment une crise a déclenché l'élaboration d'un plan d'action coordonné et la mise en place de nouvelles structures de gouvernance. Il a souligné la nécessité d'innover tant au niveau des politiques que des pratiques.

Mme Fernanda Moroni, Directrice de l'Autorité de bassin du district du fleuve Po en Italie a mis en évidence le lien entre les phénomènes météorologiques extrêmes et la distribution des polluants. Elle a souligné la valeur des projets locaux tels que Manta River et ACQUAPO, qui visent à approfondir

la compréhension des microplastiques et des micropolluants émergents.

M. Benjamin Lopez, Directeur général du Partenariat Water4All ; Responsable scientifique, Département Environnement, Écosystèmes, Ressources biologiques, Agence nationale de la recherche française (ANR) a présenté le partenariat Water4All et sa tentative de combler le fossé entre la recherche et la mise en œuvre. Il a souligné la nécessité de renforcer les interfaces entre la science et la politique.

D'autres contributions, notamment celles de l'Ukraine et du lac Léman (CIPEL), ont mis en évidence soit la complexité institutionnelle de la gestion transfrontalière de l'eau, soit la fragilité des systèmes de surveillance dans les zones de conflit. Si certains bassins testent des outils de pointe, d'autres en sont encore à la mise en place de systèmes de base, mais tous sont confrontés de différentes manières aux mêmes menaces invisibles.

Rapport détaillé de la session 4



M. Bernard De Potter, administrateur général, Agence flamande pour l'environnement (VMM), Belgique

« Le traitement des PFAS (et d'autres substances émergentes) continue d'évoluer grâce à la recherche continue et à l'optimisation des technologies actuelles. »



M. Benjamin Lopez, PDG du partenariat Water4All et responsable scientifique, département Environnement, Écosystèmes et Ressources biologiques, Agence nationale de la recherche (ANR)

« Nous devons agir sur tous les fronts... transférer les résultats de la recherche vers les politiques ; mettre en relation les acteurs confrontés aux problèmes et les fournisseurs de solutions. »

E. Session 5 - Restaurer le libre écoulement des rivières pour l'homme et la biodiversité : synergie avec la DCE



Les fleuves européens sont aujourd'hui fortement fragmentés en raison de la présence généralisée de barrières artificielles et de la modification des plaines inondables naturelles. Cette fragmentation a eu des répercussions écologiques importantes, notamment la perte de connectivité fluviale, la dégradation des habitats et le déclin de la biodiversité. Si de nombreuses barrières sont obsolètes, leur suppression offre une opportunité majeure de restauration. Les principaux cadres européens, tels que la directive-cadre sur l'eau (DCE), la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité et la loi sur la restauration de la nature (NRL), soulignent l'importance de restaurer 25 000 km de cours d'eau à écoulement libre. Cependant, des critères opérationnels et des indicateurs pratiques sont encore nécessaires.

La restauration des cours d'eau à écoulement libre nécessite de solides bases scientifiques en hydromorphologie et en écologie, la pleine participation des parties prenantes, la cohérence des politiques et un financement accru. Bien que les avantages soient largement reconnus, les investissements dans la restauration restent limités. Il est essentiel de sensibiliser le public et d'intégrer la restauration dans les plans de gestion des bassins hydrographiques et les politiques connexes afin de passer à l'échelle supérieure. Grâce à des efforts coordonnés, la restauration des cours d'eau peut devenir une pratique courante pour la transition écologique et la résilience sociétale.

Des études de cas menées en Finlande, en Espagne, en Italie, en France et dans le bassin du Rhin montrent les progrès réalisés grâce à la suppression de barrages, à la création de

passes à poissons, à la restauration d'habitats et à la coopération entre les parties prenantes. Le programme NOUSU en Finlande et le projet du fleuve Pô en Italie illustrent des efforts à grande échelle avec des résultats mesurables. La conciliation d'objectifs sociétaux divergents prend du temps et nécessite des discussions, mais elle est réalisable en combinant des mesures volontaires et réglementaires, des partenariats et la coopération. L'approche transfrontalière du Rhin a permis de restaurer des centaines de kilomètres de connectivité et a inspiré des stratégies mondiales. La France met l'accent sur l'engagement du public et le partage des connaissances, tandis que l'Espagne montre des exemples de réussite en matière de restauration urbaine et rurale. Le projet indien du fleuve Gange montre comment les approches de l'UE, telles que la gestion intégrée des bassins, peuvent être adaptées à l'échelle mondiale.

Les principaux défis à relever sont les conflits d'utilisation des sols, le manque de sensibilisation du public et la lenteur des investissements. Cependant, la restauration apporte des avantages écologiques et sociétaux importants, tels que la résilience climatique et l'atténuation des inondations. Une approche commune et intégrée, fondée sur la coopération, l'adaptation locale et la planification à long terme, est essentielle pour atteindre les objectifs de restauration et favoriser un avenir plus sain pour les cours d'eau en Europe et au-delà.

[Rapport détaillé de la session 5](#)



Mme Martina Bussettini, Cheffe d'unité, Institut national italien pour la protection et la recherche environnementales (ISPRA)

« Le règlement sur la restauration de la nature offre une excellente occasion de renforcer le rôle des autorités de bassin hydrographique et des mesures de restauration des cours d'eau dans le cadre des plans de gestion des bassins. »

IV. Quelques mots sur les ateliers

A. GOVAQUA « Voies de transition vers une gouvernance durable et équitable de l'eau en Europe »



Dans le cadre de son troisième atelier EURO-INBO, GOVAQUA a réuni plus de 100 participants venus d'Europe et d'ailleurs afin d'explorer les voies de transition vers une nouvelle gouvernance de l'eau. La session a permis de présenter des concepts clés, de partager des études de cas provenant de toute l'Europe et de favoriser des échanges animés sur la manière dont les innovations en matière de gouvernance (juridiques, financières, participatives et numériques) peuvent soutenir une utilisation durable et équitable de l'eau en Europe.



B. Water4All



La conférence EURO-INBO a accueilli l'atelier Water4All intitulé «Comblar les lacunes de la recherche pour améliorer la gestion des bassins», qui s'est concentré sur l'identification de solutions concrètes pour soutenir la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau grâce à une meilleure implication des parties prenantes et à un alignement des politiques.

Au cours de la première partie de l'atelier, Benjamin López, PDG de Water4All, a présenté la mission du partenariat, qui consiste à combler le fossé entre la recherche et la politique. D'autres membres du partenariat ont ensuite présenté les efforts du groupe de travail sur le soutien aux politiques pour combler les lacunes dans la mise en œuvre, ainsi que l'approche stratégique élaborée pour aligner les programmes de recherche et d'innovation aux niveaux régional, national et européen. Ensuite, le contrat de rivière Canale Reale (Pouilles), une étude de cas italienne, a présenté des exemples concrets



d'engagement des parties prenantes, qui ont été commentés par le laboratoire vivant Val d'Orcia Water-Oriented Living Lab (Toscane). Cet exemple a illustré les succès et les défis de la gouvernance locale de l'eau.

Au cours d'une session interactive, les participants ont proposé des idées pour améliorer l'engagement, telles que l'autonomisation des jeunes, l'encouragement à l'apprentissage entre pairs et la promotion de l'appropriation locale. Les enseignements tirés de l'atelier serviront à élaborer les prochaines lignes directrices de mise en œuvre de Water4All.



L'atelier « Résilience de l'eau et écosystèmes » a réuni une centaine de participants autour de la résilience de l'eau et des écosystèmes. Cet atelier, co-organisé avec l'ADBPO, en partenariat avec l'UNESCO et l'Office français de la biodiversité, a permis d'échanger sur certains leviers qui favorisent cette résilience de l'eau. Deux thèmes principaux ont été traités via des présentations puis lors d'échanges en petits groupes. Le premier thème concernait la gouvernance et la collaboration, notamment à travers le Programme Man and Biosphere (MAB) de l'UNESCO, qui considère les Réserves de Biosphère comme des « laboratoires à ciel ouvert » pour l'expérimentation et l'implication des parties prenantes. Le second thème a traité de l'intégration des solutions technologiques de pointe

(comme la réutilisation de l'eau, la désalinisation, les technologies de filtration ou la digitalisation de la gestion de l'eau) avec les solutions fondées sur la nature, soulignant leur complémentarité pour une résilience optimale. Des échanges nombreux entre participants ont permis de souligner certaines difficultés et solutions pour améliorer la résilience de l'eau sur les bassins versants mais également de partager certaines expériences.

V. Le RIOB en bref

Année de création : 1994

Status : Association sans but lucratif de droit Français

Objectif principal : Soutenir toutes les initiatives en faveur de l'organisation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau des bassins versants des fleuves, lacs ou aquifères nationaux ou transfrontaliers, pour concilier croissance économique, justice sociale, protection de l'environnement et des ressources en eau et, participation de la société civile.

Organisation : Cette plateforme d'échange de connaissances et d'expériences est administrée par son Président et le Bureau de Liaison qui organisent le Secrétariat technique permanent assuré par l'Office International de l'Eau (OiEau). Son Assemblée Générale mondiale a lieu tous les 3 ans. La Présidence du RIOB est assurée par le Maroc, depuis l'AG de 2019, et ce, jusqu'en 2024.

Actions : Échanges d'expériences, jumelages, événements et partenariats (avec l'OCDE sur la gouvernance de l'eau, avec la CEE-ONU sur la coopération transfrontalière et l'adaptation au changement climatique). Mise à disposition de l'expertise du Secrétariat technique permanent assuré par l'OiEau : appui technique et institutionnel, formation, données et systèmes d'information.

Réseau : 192 Organismes-Membres (organismes de bassins, administrations gouvernementales chargées de l'eau, organisations de coopération bi ou multilatérale) et Observateurs Permanents dans 88 pays.

Implémentation : 8 réseaux régionaux, pour renforcer les liens entre les Organismes-Membres de pays voisins, développer les activités collectives du RIOB dans la région, organiser des activités communes d'intérêt général.

SAVE THE DATE

Le RIOB vous invite à son
**SOMMET MONDIAL
DES BASSINS 2026**

**15-19 juin - Rio de Janeiro
BRÉSIL**

